

L'INELASTICITE AU PRIX DE L'OFFRE EN BOIS

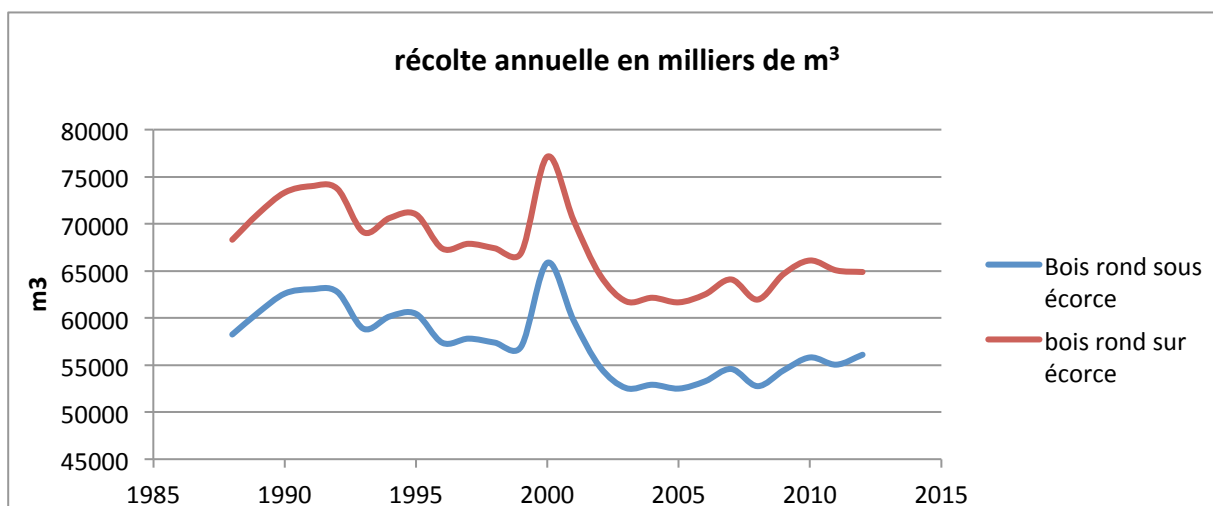
L'objet de ce rapport est d'étudier l'élasticité au prix de l'offre en bois, c'est-à-dire la réponse de l'offre aux variations du prix. En effet, notre enquête d'une semaine sur l'industrie du bois, dans les Landes et dans les Vosges, nous a permis de nous rendre compte de comportements offre/prix peu classiques : l'offre en bois ne répond pas à la demande des industriels en quête de ressources (scieurs, papetiers, énergie bois...) ne fournissant que 35 des 45 millions de m³ de bois consommés alors qu'un tiers de la forêt française reste non exploitée. Il va alors s'agir dans cet article de présenter nos observations d'inélasticité offre/prix vues à travers l'évolution des parts d'importations du bois selon son prix sur 1988-2012. Nous tâcherons ensuite d'étudier les raisons qui expliqueraient cette inélasticité en termes d'exploitation des forêts publiques et privées mais aussi en termes d'incitations fiscales pour les propriétaires privés détenant des petites parcelles.

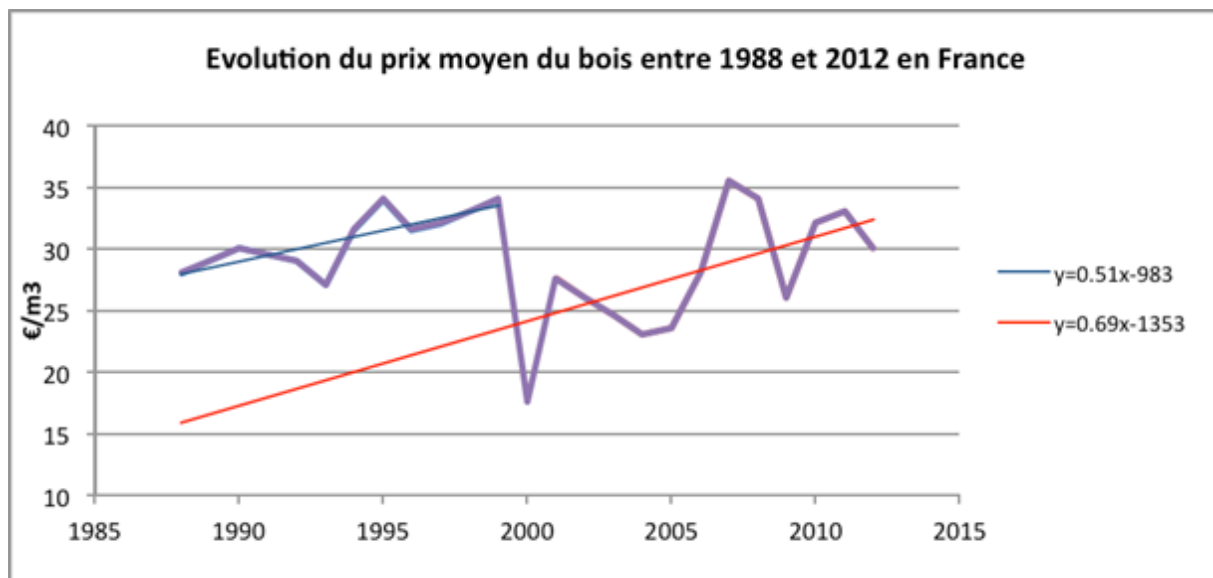
CONSTATATION CHIFFREE DE L'ELASTICITE

La filière forêt-bois française souffre d'un déficit structurel en volume correspondant à environ un quart des besoins en bois brut, principalement dans la filière bois de trituration où existent de fortes importations nettes (pâtes à papier, notamment). Ce recours aux importations n'est pas compensé par les exportations dans d'autres domaines, puisque la balance commerciale présente un solde constamment négatif oscillant entre -15 et -25 milliards de francs depuis 1975. L'offre de bois ne répond donc pas à la demande alors que plus d'un tiers de la forêt française reste non exploitée. Cette demande croissante est pourtant traduite par une hausse des prix. On peut donc se demander pourquoi l'offre ne suit pas cette tendance et ne répond pas entièrement aux besoins de la filière. Nous pensons que ceci peut être expliqué par une inélasticité structurelle de l'offre au prix.

Dans un modèle classique d'extraction de matière première, le coût marginal est une fonction croissante de la quantité extraite. Ainsi à prix d'échange donné, l'offre se stabilise autour d'un coût marginal valant ce prix, et l'augmentation des prix d'échange permet de rentabiliser une exploitation plus intensive, et donc d'augmenter l'offre.

Dans la présente situation, l'intrication logique entre prix et offre ne se fait pas aussi facilement. Pour analyser ce mécanisme, la première approche consiste en la comparaison des évolutions des récoltes et des prix d'échange moyens du bois depuis 1988.



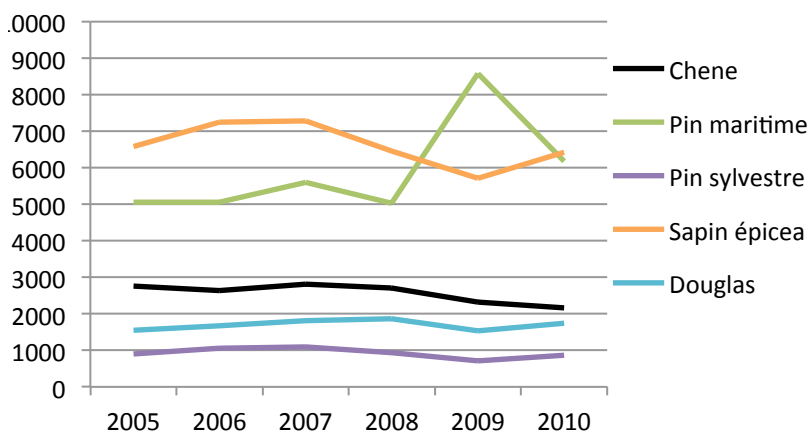


Sources : eurostat et cnpf (Centre National de la Propriété Forestière)

La mise en relation de ces deux graphes met en avant une difficulté notoire de l'offre à répondre positivement à la demande, et ce sur des périodes relativement longues, qui rendrait pourtant possibles la mise en place de nouvelles exploitations. Outre la tempête de 2009 qui change drastiquement la récolte et sa valeur, on observe sur les périodes allant de 1988 à 1998 et de 2001 à 2012 des tendances à l'augmentation de la valeur moyenne du prix du bois, mises en exergue par deux régressions linéaires. Pourtant, L'observation de la récolte montre une réponse nulle si ce n'est négative à ces variations, en sachant que la très légère augmentation du prélèvement de la période 2005-2012 s'explique principalement par la reprise de l'exploitation faisant suite à la fin des effets de la tempête Lothar de décembre 1999.

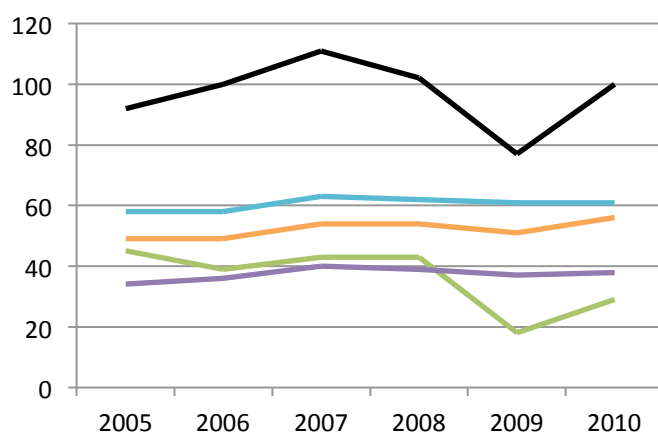
Pour conforter cette approche, l'étude de variations plus précises, sur des échelles de temps moindres et différenciées par essence peut s'avérer déterminante.

Evolution des récoltes par essences (en milliers de m3)



Sources : agreste

Evolution des prix par essences (€/m3)

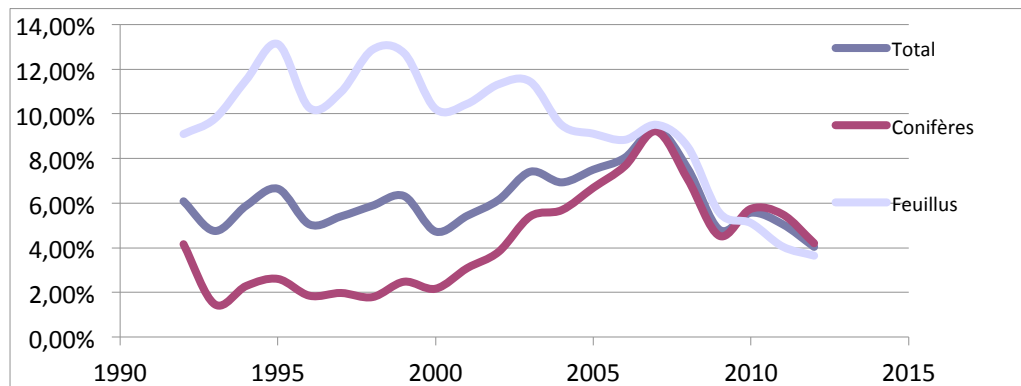


L'observation des indicateurs ci-dessus permet d'identifier un certain blocage de la réponse de l'offre au prix, bien plus variable. L'augmentation drastique du prix du chêne, de plus de 20% en deux ans entre 2005 et 2007 a à peine permis d'enrayer la légère baisse de la production, mais n'a enclenché aucune amélioration notable. Pareillement, la hausse de la valeur du Douglas entre 2006 et 2007 (passant de 57 à 63 euros par mètre cube) n'a eu aucun effet sur une production déjà en très légère hausse, et qui stagne depuis. La légère progression du cours du pin sylvestre durant cette même période, elle aussi, n'aura eu qu'une répercussion très limitée sur

l'évolution de la récolte, annulée depuis. En notant que l'observation des autres essences, pas toujours significative, ne vient de plus pas contrer ces conclusions.

Ces données tendent à montrer la complexité l'adaptation de la récolte aux demandes émises par l'industrie en général, toujours plus friandes de ressources, à l'image de l'usine de pâte à papier de Smurfit Kappa de Facture, en sous régime d'environ 25%.

Pour confirmer cette analyse, une observation complémentaire peut s'avérer riche en enseignements. Partant du principe que demande, offre et prix sont intimement liés, il est raisonnable de penser qu'une hausse des prix, traduisant une hausse de la demande, entrainera une baisse de la balance commerciale extérieure si la production n'est pas capable d'encaisser cet écart de demande (id est, si il y a bien inélasticité).



La part de l'importation dans la consommation Française. Source : Eurostat. Tableaux en annexe.

Essayons de mettre en regard la production française, le prix des essences et la part de l'import dans la consommation française de bois. On observe entre 2005 et 2007, que les prix des conifères augmentent alors que la récolte de bois reste sensiblement la même. A l'inverse, la part de l'importation dans la consommation française de bois de conifère a augmenté (de 6,5% à 9,5%). Si l'on regarde ce qu'il se passe après 2007, on constate que la part de l'import diminue brusquement jusqu'en 2010 (de 9,5% à 4,5%), alors même que les prix baissent (notamment le chêne), et que la production malgré une légère baisse en 2007, reste stable. On voit donc que lorsque les prix varient ce n'est pas la production qui répond pour aligner la demande et l'offre, mais bien les importations, en grande partie pour les résineux, dont l'exploitation est particulièrement inélastique. Ce phénomène va bien dans le sens d'une inélasticité de l'offre au prix.

INELASTICITE : RAISONS ET LEVIERS D'ACTION

Ce mécanisme de réponse aux variations du prix semble donc bloqué par des phénomènes dépassant la simple loi du marché.

La forêt publique

La forêt publique française représente près de 25% du total de la surface forestière en France, avec 10% domaniale et 15% communale. La forêt domaniale est une forêt faisant partie du domaine privé de l'état, la forêt communale fait partie du domaine privé de la commune. Leur gestion est assurée par l'ONF et est réglementée par le Code Forestier.

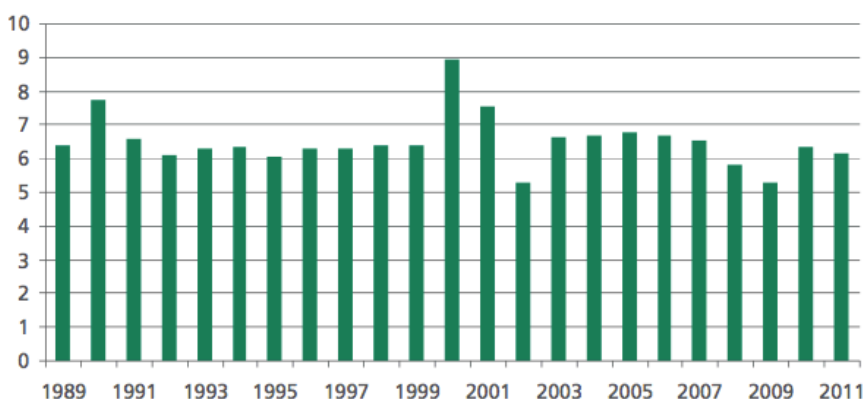
En moyenne la forêt publique est bien exploitée. Les volumes mobilisés représentent près de 40% du total français pour 25% des surfaces forestières.

D'après les études menées par l'ONF, l'exploitation des forêts domaniales sont satisfaisantes dans la mesure où, sur les périodes 1995-1999 et 2005-2011, l'ONF a récolté annuellement en forêt domaniale 6,2 millions de m3 (volume commercial équivalent bois sur pied, produits accidentels inclus). Sur les 25 dernières années, le volume sur pied mesuré par l'Inventaire Forestier National (INF) est resté stable à peu près égal à 190 et 195 m3/ha. Ainsi, ceci montre bien que la récolte volontaire, à laquelle s'ajoute la part non récoltée du volume des bois renversés par les tempêtes, est à peu près égal à l'accroissement (volume produit annuellement par la

forêt), soit environ 6,6 millions de m³. Par ailleurs, dans ses objectifs 2012-2016, l'ONF s'est fixé pour objectif de maintenir ce volume sur pied stable et d'arriver à un volume mis sur le marché compris entre 6,4 et 6,8 millions de m³ (limite maximale). Le surplus ne constituera donc pas plus qu'un volume compris entre 0,2 et 0,6 millions de m³. (Soit un impact entre 0,5% et 1,7% en volumes de bois mis sur le marché, nous considérons plutôt un impact de **+1,2% sur la production annuelle de bois**)

Evolution des volumes de bois vendus en forêt domaniale de 1989 à 2011

Volumes vendus
(millions m³ équivalent bois sur pied)



(Les pics de 1990 et 2000-2001 sont liés aux ventes de chablis suite aux ouragans)

Source : ONF

Au niveau de la forêt communale, il semblerait que l'exploitation de la forêt soit moins optimale. En effet, d'après les données de l'Inventaire Forestier National (IFN), le stock en 2010 du volume sur pied est de 192 m³/ha, équivalent à celui des forêts domaniales, après avoir progressé de 1 m³ par hectare et par an ces 20 dernières années. Pour stabiliser ce stock en moyenne, l'ONF doit accroître les récoltes en forêts. Actuellement situé à 8,3 millions de m³ en 2010, l'objectif est de l'amener à 9,3 millions de m³ en 2016. Soit une augmentation de 1 million de m³, et donc un impact de **+3% sur la production française**. Cet objectif ne peut être réalisé que si l'ONF s'engage à encourager l'exploitation des zones peu exploitées.

Ces rapports principalement publiés par l'ONF n'abordent pas comment l'ONF peut permettre de réduire les postes de déficits commerciaux. En effet, comme il a été mentionné ci-dessus, la France produit seulement 35 millions de m³ de bois sur les 45 millions de m³ consommés par an. Le déficit commercial est principalement observé sur les sciages résineux et la pâte à papier. Aujourd'hui, les forêts publiques commercialisent 50% du chêne, 85% du hêtre et 40% de sapin-épicéa en termes de volume de bois mis sur le marché. Ainsi, il semblerait que la forêt publique réponde mieux à la demande en feuillus qu'à la demande en résineux, ce qui semble contradictoire avec le déficit commercial observé sur le résineux. Ainsi, un repeuplement par des essences qui correspondraient plus au marché pourrait aider à équilibrer la balance commerciale. Par ailleurs, l'ONF connaît de vives critiques quant au repeuplement de la forêt et à sa capacité à répondre aux problématiques qui se posent. Un changement de stratégie est néanmoins politique et souvent difficile à mettre en place.

La forêt privée

Les propriétaires de parcelles forestières sont détenteurs d'une ressource faisant l'objet d'une demande industrielle. Les mécanismes de marché sont supposés être efficaces et incitatifs : lorsque les prix montent en raison d'une augmentation de la demande ou de la raréfaction de la ressource jusqu'à présent exploitée, des arbitrages s'opèrent et il devient rentable d'exploiter certaines parcelles, les arbitrages étant opérés par les propriétaires eux-mêmes. Or on a vu en première partie que la réponse de l'offre à une variation des prix du bois était inélastique. Ceci indique que malgré une augmentation des prix, les propriétaires ne sont pas incités à exploiter. Les modes d'acquisition semblent suggérer une réponse : 75% des propriétaires le sont devenus des suites d'un héritage ou d'une donation. La fiscalité particulièrement avantageuse (pour les propriétaires souhaitant transmettre leur patrimoine) de la forêt serait donc non incitative pour l'exploitation. En effet,

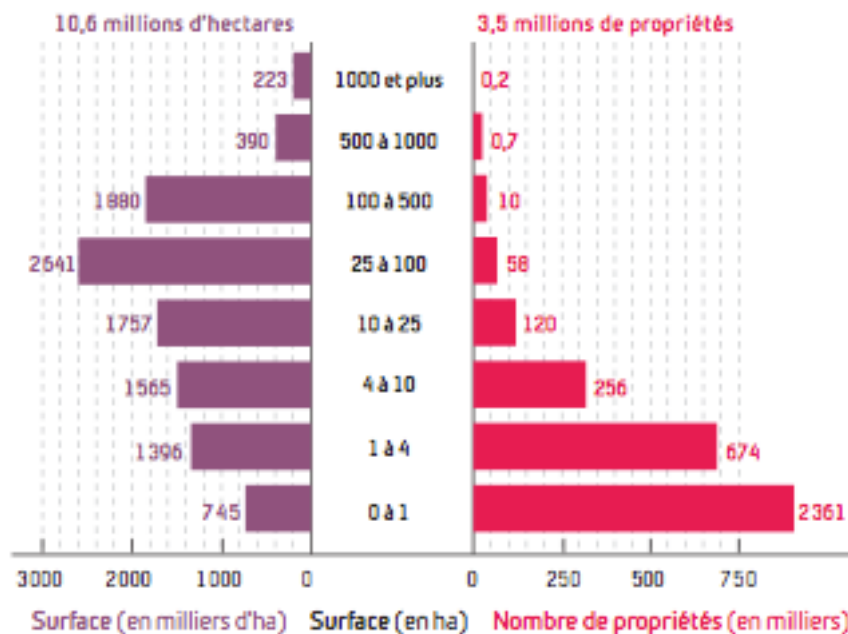
prenons deux parcelles identiques. L'une exploite régulièrement son bois, le propriétaire réalise donc des bénéfices qui sont taxés et viennent accroître ses liquidités sur lesquelles ses héritiers devront payer des droits de succession. A l'inverse, la valeur de la parcelle non exploitée sera celle de la forêt plus des plants sur pieds, et sera exonérée jusqu'à 75% d'impôt lors de la transmission. On voit donc, que les propriétaires forestiers dont le but est de constituer un héritage ne sont pas incités à exploiter. Cette idée est confirmée par l'âge moyen des propriétaires. Par exemple en région Aquitaine, où la forêt est la plus privée de France, 80% des propriétaires sont des retraités et 25% des propriétaires ont plus de 70 ans. Cette hypothèse va dans le sens d'une inélasticité de l'offre au prix, puisque si le prix augmente, les parcelles prennent encore plus de valeur accroissant la valeur du bien transmis, ce qui rend l'exploitation nettement moins intéressante.

Tentons à présent d'évaluer grossièrement la surface forestière qui n'est pas exploitée par les propriétaires souhaitant maximiser la valeur de leur héritage. Partons pour cela de la répartition de la forêt par taille de propriété (voir tableau en annexe), et de la part des propriétaires qui ne réalisent pas de coupe sur leur parcelles. En faisant des hypothèses sur le taux d'inexploitation des plus petites parcelles, la surface obtenue est alors comprise entre 500 et 540 k ha. Déduisons de ce résultat la part de la forêt qui est inexploitable. En moyenne 10% de la surface forestière n'est pas exploitable pour des raisons techniques et/ou environnementales. Cela signifie donc qu'environ 177 k ha de la forêt de Gascogne ne sont pas exploitables. On peut faire l'hypothèse que ces 177k ha sont compris entièrement dans les hectares inexploités, puisque ces parcelles n'ont pas vocation à être exploitées alors que les autres oui, la surface serait donc entre 323 et 363 k ha. On a présent un encadrement de la surface exploitable inexploitée, mais certains propriétaires n'exploitent pas leurs parcelles pour raisons d'agrément, comme la chasse par exemple. Ce n'est donc pas pour des raisons fiscales qu'ils n'exploitent pas. En toute logique, ce sont les propriétaires âgés qui essayent de maximiser le patrimoine transmissible. On a vu que 80% des propriétaires en Aquitaine sont retraités et 25% d'entre eux ont plus de 70 ans. En appliquant ces pourcentages et en gardant les valeurs extrêmes on peut encadrer la surface exploitable inexploitée pour raisons fiscales entre 81 et 290 k ha. Regardons maintenant ce que pourrait produire cette surface. On a vu qu'environ 520 k ha de forêt n'étaient pas exploités. Cela signifie que 1 256 k ha le sont. La production moyenne normale de la forêt de Gascogne est d'environ 8,5Mm³/an, soit une production de 6,77m³/an/ha. Ainsi la surface précédemment encadrée pourrait vraisemblablement produire entre 550 et 1 963 milliers de m³/an, soit une augmentation comprise entre 6,4% et 23% de la production actuelle.

Les calculs étant faits pour la région Aquitaine, on peut les généraliser au territoire en remarquant que la répartition des propriétés privées en Aquitaine est relativement similaire à la répartition française. En l'absence de données plus précises on peut se contenter de cet encadrement qui donne un ordre de grandeur de l'augmentation maximale que l'on pourrait obtenir si la fiscalité changeait, de sorte que tous les propriétaires n'exploitant pas pour accroître la valeur de leur patrimoine se mettent à exploiter leurs parcelles. On peut donc retenir que l'augmentation maximale se situe autour de 14%. Quels peuvent être à présent les leviers à utiliser pour amener à exploiter sinon tout au moins une partie de ces ressources bloquées ?

Comme on l'a expliqué, si l'exploitation ne se fait pas c'est à cause de la niche fiscale que constitue la forêt : jusqu'à 75% de défiscalisation de la valeur sur pieds de la forêt sur les transmissions et successions. On pourrait donc envisager une modification de la fiscalité pour inciter davantage à exploiter, en conditionnant la défiscalisation à une exploitation raisonnable des parcelles à partir d'une certaine taille. Pour des parcelles plus petites, on peut également envisager une modification de la fiscalité pour inciter à faire des cycles courts pour répondre notamment à la demande croissante du bois énergie. S'agissant d'une niche fiscale, des modifications réduiraient la valeur du patrimoine de 500k propriétaires (ayant plus de 1 ha de forêt) français et devraient faire face à de nombreuses réticences.

RÉPARTITION DE LA FORÊT PRIVÉE PAR TAILLE DE PROPRIÉTÉ



Lorsque l'on compare l'évolution de la surface en regard de l'évolution nombre de propriétaires (par taille de surface), on s'aperçoit que le nombre de propriétaires ayant entre 1 et 25 hectares croît beaucoup plus vite que ne diminue la surface totale. Beaucoup de propriétaires s'arrangent pour rester en dessous de la barre des 25 ha pour avoir la taille la plus grande possible sans devoir faire un Plan Simple de Gestion. On pourrait donc envisager de baisser la limite du PSG pour exploiter davantage les forêts inexploitées, mais on pourrait également tenter de regrouper les petits propriétaires au sein de coopératives sylvicoles pour centraliser la gestion et bénéficier d'économies d'échelles.

Il apparaît au vu de cette étude que les difficultés rencontrées par les industriels dans leurs recherches d'approvisionnement en matière première sont bien réelles : La récolte en bois semble aujourd'hui bel et bien incapable de s'adapter aux demandes du marché, tiré par l'industrialisation croissante et les nouveaux usages du bois notamment. La séparation pour l'étude des forêts selon leurs régimes de propriété permet d'identifier les raisons de cette inélasticité, ainsi que les augmentations potentielles en bois qui pourraient résulter d'une gestion plus adaptée des terres boisées.

CONCLUSION

Ainsi, l'inélasticité de l'offre au prix par le bois est mise en évidence par la mise en regard de l'évolution des récoltes annuelles et de l'évolution des prix. Cette observation est confirmée par les réactions de la part de l'importation aux évolutions des prix qui semble s'ajuster contrairement à la production française.

C'est pourquoi, il semblerait que l'inélasticité de l'offre soit structurelle à la filière bois. D'une part, 25% des forêts françaises sont publiques. Bien que bien exploitées, il apparaît qu'elles ne parviennent pas à résoudre le déficit de l'état, notamment à cause d'une inadéquation des essences exploitées aux plus grands postes de déficits. Force est de constater, néanmoins, qu'il est difficile de mettre en œuvre des changements de plantations et de stratégie de l'ONF, qui rentrent dans un cadre politique.

D'autre part, les 75% restants sont privées. Les propriétaires ont des avantages fiscaux qui pourraient expliquer une sous-exploitation et qui pourrait donner des leviers importants. Une modification à ce niveau pourrait causer des débats et une modification à ce niveau est également d'ordre politique.

ANNEXES

PRODUCTION FRANÇAISE TOTALE DE BOIS ROND EN MILLIERS DE METRES CUBES

TIME	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
SOUS ECORCE	58 220	60 583	62 588	63 046	62 778	58 858	60 165	60 438	57 368	57 806	57 381	56 948
SUR ECORCE	68 289	71 090	73 324	73 999	73 739	69 109	70 626	71 001	67 376	67 882	67 402	66 905

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
65 865	59 740	54 812	52 552	52 906	52 499	53 267	54 583	52 757	54 447	55 808	55 041	56 097
77 136	70 365	64 586	61 761	62 149	61 661	62 501	64 091	61 951	64 684	66 108	65 055	64 884

VARIATION DU PRIX DU BOIS

TIME	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PRIX	28,0	29,0	30,0	29,5	29,0	27,0	31,5	34,0	31,5	32,0	33,0	34,0

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
17,5	27,5	26,0	24,5	23,0	23,5	28,0	35,5	34,0	26,0	32,0	33,0	30,0

VARIATION DE LA PRODUCTION DE BOIS ROND INDUSTRIEL (MILLIERS DE M3)

TIME	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
TOTAL	34 335,90	31 155,78	34 229,20	35 434,29	32 347,31	33 902,81	34 512,33	35 031,26	46 089,97
CONIFERES	19 833,90	18 390,59	20 619,82	21 621,37	19 756,56	20 715,08	21 421,60	21 713,35	31 149,49
FEUILLUS	14 502,00	12 765,20	13 609,38	13 812,92	12 590,75	13 187,73	13 090,73	13 317,91	14 940,48

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
34 669,65	32 239,92	33 066,06	32 773,07	33 471,23	34 954,99	32 501,61	34 841,04	35 315,25	33 698,00
23 754,02	21 378,99	22 039,55	21 540,50	22 452,81	23 297,28	21 431,87	25 500,05	25 740,30	23 632,00
10 915,63	10 860,93	11 026,51	11 232,58	11 018,42	11 657,71	11 069,74	9 340,98	9 574,95	10 066,00

VARIATION DE L'IMPORT (MILLIERS DE M3)

TIME	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
TOTAL	1 955,00	1 446,00	1 989,00	2 345,00	1 601,00	1 806,00	1 979,60	2 153,70	2 012,19	1 993,59
CONIFERES	813,33	270,00	472,00	566,00	364,00	408,00	379,20	528,02	628,01	771,56
FEUILLUS	1 141,67	1 176,00	1 517,00	1 779,00	1 237,00	1 398,00	1 600,40	1 625,68	1 384,18	1 222,03

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1 992,72	2 249,97	2 175,06	2 343,93	2 601,16	3 181,38	2 358,23	1 503,46	1 689,84	1 454,38	1 221,12
854,16	1 096,88	1 201,82	1 390,81	1 693,04	2 147,41	1 477,80	1 044,43	1 267,04	1 097,40	896,12
1 138,56	1 153,09	973,24	953,13	908,12	1 033,97	880,44	459,03	422,80	356,99	325,00

VARIATION DE L'EXPORT (MILLIERS DE M3)

GEO/TIME	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
TOTAL	4 179,00	2 166,00	2 433,00	2 475,00	2 227,00	2 281,60	2 857,20	3 093,50	5 522,44	5 116,13
CONIFERES	1 093,05	246,00	469,00	436,00	447,00	433,60	595,80	927,01	2 745,80	3 162,52
FEUILLUS	3 085,95	1 920,00	1 964,00	2 039,00	1 780,00	1 848,00	2 261,40	2 166,49	2 776,64	1 953,61

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
4 243,82	4 110,97	3 850,50	3 861,65	3 694,93	3 965,95	3 546,72	5 047,37	6 664,54	6 380,18	4 592,82
2 241,57	2 174,39	2 102,63	2 138,21	2 046,74	2 148,06	1 944,95	3 496,49	4 953,47	4 765,73	3 197,03
2 002,25	1 936,58	1 747,87	1 723,43	1 648,19	1 817,89	1 601,76	1 550,88	1 711,08	1 614,46	1 395,79

PART DE L'IMPORT DANS LA CONSOMMATION

TIME	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
TOTAL	6,09%	4,75%	5,89%	6,64%	5,05%	5,40%	5,89%	6,32%	4,73%	5,43%
CONIFERES	4,16%	1,47%	2,29%	2,60%	1,85%	1,97%	1,79%	2,48%	2,16%	3,08%
FEUILLUS	9,09%	9,78%	11,53%	13,13%	10,27%	10,98%	12,88%	12,72%	10,22%	10,45%

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
6,15%	7,41%	6,93%	7,50%	8,03%	9,31%	7,53%	4,80%	5,57%	5,05%	4,04%
3,82%	5,40%	5,69%	6,69%	7,66%	9,22%	7,05%	4,53%	5,75%	5,50%	4,20%
11,33%	11,44%	9,49%	9,11%	8,84%	9,51%	8,51%	5,56%	5,10%	4,05%	3,65%

QUANTITES RECOLTES PAR ESSENCE

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CHENE	2753	2640	2808	2705	2315	2155
HETRE	1138	1172	1324	1264	1064	1140
PEUPLIER	1325	1393	1575	1423	1293	1279
AUTRES	642	649	636	694	556	590
TOTAL FEUILLUS	5858	5854	6343	6086	5228	5164
PIN MARITIME	5056	5050	5593	5029	8586	6179
PIN SYLVESTRE	909	1065	1088	935	712	861
SAPIN EPICEA	6577	7241	7278	6456	5712	6419
DOUGLAS	1555	1664	1814	1873	1534	1750
AUTRES	644	612	655	756	721	713
TOTAL RESINEUX	14741	15632	16428	15049	17265	15922
TOTAL	20599	21486	22771	21135	22493	21086

PRIX EN EUROS PAR METRES CUBES DE LA RECOLTE

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CHENE	92	100	111	102	77	100
HETRE	54	48	54	51	50	48
PEUPLIER	35	35	34	34	31	35
PIN MARITIME	45	39	43	43	18	29
PIN SYLVESTRE	34	36	40	39	37	38
SAPIN EPICEA	49	49	54	54	51	56
DOUGLAS	58	58	63	62	61	61

REPARTITION DE LA PROPRIETE EN AQUITAINE

CLASSE DE TAILLE	NOMBRE DE PROPRIETAIRES (1000)	CUMUL	SURFACE TOTALE (KHA)	SURFACE CUMULEE	TAUX D'INEXPLOITATION MIN
100 HA ET PLUS	2.7	2.7	681	681	0.17
DE 50 A MOINS DE 100 HA	2.8	5.5	195	876	0.25
DE 25 A MOINS DE 50 HA	6.4	11.9	225	1101	0.29
DE 10 A MOINS DE 25 HA	21.1	33	308	1409	0.32
DE 4 A MOINS DE 10 HA	28.5	61.5	184	1593	0.4
DE 1 A MOINS DE 4 HA	66.8	128.3	148	1741	0.5
MOINS DE 1 HA	157	285.3	35	1776	0.7
TOTAL	285.3	285.3	1776	1776	

TAUX D'INEXPLOITATION MAX	SURFACE MIN	SURFACE MAX	PERSONNES CONCERNEES (1000)
0.17	115.77	115.77	0.459
0.25	48.75	48.75	0.7
0.29	65.25	65.25	1.856
0.32	98.56	98.56	6.752
0.4	73.6	73.6	11.4
0.7	74	103.6	33.4
1	24.5	35	109.9
	500.43	540.53	164.467

REPARTITION DE LA PROPRIETE EN FRANCE

CLASSE DE TAILLE	NOMBRE DE PROPRIETAIRES (1000)	CUMUL	SURFACE TOTALE (K HA)	SURFACE CUMULEE	TAUX D'INEXPLOITATION MIN
100 HA ET PLUS	10.9	10.9	2493	2493	0.17
DE 25 A MOINS DE 100 HA	58	68.9	2641	5134	0.29
DE 10 A MOINS DE 25 HA	120	188.9	1757	6891	0.32
DE 4 A MOINS DE 10 HA	256	444.9	1565	8456	0.4
DE 1 A MOINS DE 4 HA	674	1118.9	1396	9852	0.5
MOINS DE 1 HA	2361	3479.9	745	10597	0.7
TOTAL	3479.9	3479.9	10597	10597	

TAUX D'INEXPLOITATION MAX	SURFACE MIN	SURFACE MAX	PERSONNES CONCERNEES (1000)
0.17	423.81	423.81	1.853
0.29	765.89	765.89	16.82
0.32	562.24	562.24	38.4
0.4	626	626	102.4
0.7	698	977.2	337
1	521.5	745	1652.7
	3597.44	4100.14	2149.173